

## 4 Économie

## Gabon/Emprunt obligataire 2019-2024

# Cent milliards de francs pour financer des projets de développement



Photo : DR/ L'Union

Le ministère de l'Economie a dépêché à Douala des experts pour expliquer les tenants et les aboutissants du nouvel emprunt obligataire.

Willy NDONG  
Libreville/Gabon

**POUR** financer une bonne partie des 28 projets de développement inscrits dans la Loi de finances 2019, le gouvernement a récemment lancé sur le marché financier de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale (Cémac), un emprunt obligataire de

100 milliards de francs. Rémunérées au taux annuel de 6,25 % sur une maturité de cinq ans, dont un différé d'amortissement d'un an, ces ressources serviront à financer des investissements dans les secteurs de l'agriculture, de l'éducation, de la santé, des infrastructures routières, de la formation professionnelle, du logement... Le chef de file de cet emprunt est Attijari securi-

ties central africa (ASCA). Tandis que le syndicat de placement est composé de la SCB Cameroun, l'Union gabonaise de banque, le Crédit du Congo, Afriland First Bank, UBA Cameroun, BICIG et BGFIBourse. Pour montrer aux investisseurs de la sous-région tout l'intérêt de cette opération, le gouvernement a dépêché, le 25 septembre dernier, à Douala au Cameroun, des experts du ministère de l'Économie en mis-



Photo : DR

L'appel public à l'épargne permettra à l'Etat de financer des projets de développement à hauteur de 100 milliards de francs.

sion d'explication. Lors de ce séjour, le directeur de cabinet du ministre de l'Économie, Éric Mezu Nkiet, après avoir expliqué tout l'intérêt de ladite opération, a présenté les modalités de remboursement de cet emprunt et toutes les garanties encadrant cet appel public à l'épargne. Il a, par ailleurs, expliqué que les intérêts seront payables annuellement à partir de la première date de jouissance des titres.

Pour le gouvernement, ce nouvel emprunt s'inscrit dans la stratégie d'endettement adoptée par le pays pour ces deux dernières années. Laquelle consacre un niveau important de financements, extérieurs et intérieurs, au soutien à l'investissement et au refinancement de la dette publique. Pour rappel, l'opération de souscription prend fin ce 2 octobre 2019.

## Quatre mois après le lancement de la Brigade bleue de la SEEG

# Améliorer la desserte en eau potable dans les foyers



Photo : SCOM/ L'Union

Lancée le 25 mai par Tony Ondo Mba, ministre des Ressources hydrauliques, la Brigade bleue semble parvenir progressivement aux objectifs fixés, à savoir zéro fuite d'eau.

Georges-Maixent  
NTOUTOUME-NDONG  
Libreville/Gabon

**LANCÉE** le 25 mai par Tony Ondo Mba, ministre des Ressources hydrauliques, la Brigade bleue semble parvenir progressivement aux objectifs fixés, à savoir zéro fuite d'eau. Cette unité de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) mène, depuis bientôt cinq mois, une

opération dont la mission principale est la réparation des fuites d'eau déclarées par les populations dans la commune de Libreville et ses environs. En effet, les fuites constituent un problème qui nuit à l'efficacité des efforts déployés par l'entreprise pour assurer un approvisionnement constant en eau. Les plombiers de réseau de la SEEG travaillent chaque jour à limiter ces fuites et à améliorer la desserte en eau

potable dans les foyers. De janvier à juillet 2019, les volumes perdus sont estimés à 113,768 m3. Entre juin et août, le nombre de fuites signalées est passé de 1652 à 727 et celui des fuites traitées a baissé de 1688 à 690. Sept équipes techniques composées d'agents expérimentés interviennent au quotidien pour la réparation de 200 fuites par jour en moyenne. Cette unité a permis de canaliser plus d'eau vers les clients. Cette



Photo : SCOM/ L'Union

Les agents de l'unité de la Brigade bleue de la Société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG) en pleine activité à Akanda.

eau qui était perdue par les fuites représentait beaucoup de consommation en moins et causait des préjudices pour les clients et pour l'entreprise. Sur le plan des réparations, il y a une amélioration considérable. Les zones qui ne recevaient pas convenablement le précieux liquide le reçoivent à ce jour avec plus de pression. Dans les foyers, ces fuites d'eau rendaient plus lourd le panier de la ménagère, puisque dans

certain cas, cette eau non consommée était facturée. Aussi, dans les zones où ces fuites dégradaient les voies bitumées, les eaux qui ruisselaient sur le goudron ont cessé. Selon les agents de la Brigade bleue, les causes de ces fuites sont principalement la mauvaise qualité des matériaux, la vétusté des tuyaux, le regroupement des compteurs, etc.

## Brèves

**Côte d'Ivoire/**Les exportateurs craignent une baisse de qualité du cacao, liée au boom du stockage

En Côte d'Ivoire, bon nombre d'exportateurs redoutent une baisse de la qualité des fèves de cacao du fait de l'augmentation du stockage de la matière première entre août et septembre, rapporte Reuters. Si la pratique est habituellement réalisée par les acheteurs pour tirer profit d'une hausse du prix au producteur, les volumes stockés ont plus que doublé cette saison. En effet, entre 90 000 et 100 000 tonnes de cacao sont actuellement dans les brousses contre 40 000-50 000 tonnes un an plus tôt. D'après Reuters, de nombreux acteurs se disent inquiets de l'état des fèves stockées alors qu'ils font déjà face à une rareté des fèves sur le marché. "Nous avons observé que nos fournisseurs détiennent d'importants stocks en attendant une hausse du prix bord champ. Cela nous pénalise parce que nous avons reçu une très petite quantité de fèves depuis la mi-août", explique le directeur commercial d'une compagnie exportatrice basée à Abidjan.

**Cameroun/**Lancement d'une campagne pour vacciner 6 millions de petits ruminants contre la peste

Du 25 septembre au 30 octobre 2019, le Cameroun ambitionne de vacciner 6 millions de petits ruminants contre la peste. C'est l'objectif de la campagne nationale que vient de lancer le ministère de l'Élevage, des Pêches et des Industries animales (Minepia) dans la localité de Nanga-Eboko, région du Centre du pays. L'opération sera déployée dans le cadre du Projet de développement de l'élevage (Prodel), financé par la Banque mondiale à hauteur de 60 milliards de FCFA. Cette campagne de vaccination est partie intégrante du plan national de contrôle et d'éradication de la peste des petits ruminants, élaboré par le gouvernement camerounais, à travers le Minepia, et pour lequel le Prodel met à disposition une enveloppe de 2,5 milliards de FCFA, apprend-on de bonnes sources.

Rassemblée par G-M.N-N